

Worldline

Société anonyme

Tour Voltaire

1 place des Degrés

92059 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de diverses valeurs mobilières, avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée Générale Mixte du 9 juin 2022

28^{ème}, 29^{ème}, 30^{ème}, 31^{ème} et 32^{ème} résolutions

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Grant Thornton
29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine

Worldline

Société anonyme

Tour Voltaire
1 place des Degrés
92059 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de diverses valeurs mobilières, avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée Générale Mixte du 9 juin 2022
28^{ème}, 29^{ème}, 30^{ème}, 31^{ème} et 32^{ème} résolutions

A l'Assemblée générale de la société Worldline,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société (la « Société ») et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants ainsi que par l'article L. 22-10-52 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au Conseil d'administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport de lui déléguer, avec faculté de subdélégation, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente Assemblée générale, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions, et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :

- émission avec maintien du droit préférentiel de souscription (28^{ème} résolution),
(i) d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (une « Filiale ») ou d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital de la Société, ou (ii) de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ;

- émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public, autre que les offres au public mentionnées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (29^{ème} résolution), (i) d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou d'une Filiale, ou (ii) de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, étant précisé que :
 - o ces titres pourront notamment être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société, dans le cadre d'une offre publique d'échange, réalisée en France et/ou à l'étranger selon les règles locales, sur des titres répondant aux conditions fixées à l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ;
 - o des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre pourront être émises à la suite de l'émission, par une Filiale, de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'une offre au public visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (30^{ème} résolution), (i) d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou d'une Filiale, ou (ii) de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, étant précisé que des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre pourront être émises à la suite de l'émission, par une Filiale, de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (32^{ème} résolution), dans la limite de 10% du capital social au jour de la présente Assemblée générale.

Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, ne pourra, selon la 28^{ème} résolution, excéder 50% du capital social au jour de la présente Assemblée générale, au titre des 28^{ème}, 29^{ème}, 30^{ème}, 31^{ème} et 32^{ème} résolutions, étant précisé que le montant nominal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, ne pourra excéder :

- 50% du capital social au jour de la présente Assemblée Générale en vertu de la 28^{ème} résolution,
- selon la 29^{ème} résolution, 10% du capital social au jour de la présente Assemblée générale en vertu des 29^{ème}, 30^{ème}, 31^{ème} et 32^{ème} résolutions, ce pourcentage constituant également le plafond individuel pour chacune des 29^{ème}, 30^{ème} et 32^{ème} résolutions.

Le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de créances ou des titres assimilés donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émis ne pourra excéder 1,5 milliard d'euros au titre des 28^{ème}, 29^{ème} et 30^{ème} résolutions, étant précisé que ce montant constitue également le plafond individuel pour chacune de ces résolutions.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux 28^{ème}, 29^{ème} et 30^{ème} résolutions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, si vous adoptez la 31^{ème} résolution.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre, données dans le rapport du Conseil d'administration au titre des 29^{ème} et 30^{ème} résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des 28^{ème} et 32^{ème} résolutions, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seraient réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les 29^{ème} et 30^{ème} résolutions.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Conseil d'administration, en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 18 mai 2022

Les commissaires aux comptes


Deloitte & Associés



Véronique Laurent

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International



Virginie Palethorpe